

ANNEXE DES COMPTES SOCIAUX ARRETES AU 31/12/2007

I FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

L'exercice écoulé affiche un résultat social de 2 680 036 euros, en croissance de 53 %. Ce résultat, est le fruit de l'augmentation de notre chiffre d'affaires (+22 % vs 2006) et de l'amélioration de notre marge.

Le contrôle fiscal portant sur les exercices 2003 à août 2006 s'est terminé durant l'exercice 2007. Il s'est traduit par la réinscription à l'actif des titres TRIBOIS pour une somme 571 973 euros ainsi que de la provision correspondante pour la même somme et d'une créance sur TRIBOIS pour la somme de 1 784 327 euros et de la provision correspondante pour la même somme. Cette créance a fait l'objet d'une cession au cours de l'exercice pour la somme de 1 euro.

II PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels définis par le Code de Commerce et le Décret n° 83-1020 du 29 novembre 1983.

Depuis le 1^{er} janvier 2005, la société applique les nouveaux règlements CRC n° 2002-10 et 2004-06 sur les actifs. Ces changements de méthode n'ont pas eu d'incidence sur les capitaux propres.

2.2 Immobilisations incorporelles

- Fonds de commerce

Le fonds de commerce est inscrit dans les comptes pour 76 K€. Ce montant est jugé faible au regard de la valeur intrinsèque représentative des marques régulièrement déposées et renouvelées.

A titre indicatif, le montant de 76 K€ est justifié dans le procès verbal du conseil de surveillance du 22 septembre 1999 de la société OBER dans lequel il est précisé que cette somme était "représentative des marques acquises lors de la création de la société" en 1991 (reprise des fonds de commerce de cinq filiales d'Ober à la barre du Tribunal de Verdun). La valeur brute de ce fonds de commerce d'un montant de 305 K€ a été ramenée (par prudence) entre 1992 et 1995 à un montant net de 76 K€.

2.3 Immobilisations corporelles

Comptabilisation des immobilisations par composantes :

Selon les règles définies par le règlement du CRC n° 2002-10, les actifs immobilisés doivent être décomposés en éléments séparés ayant des durées d'utilisation distinctes.

Ainsi, les immobilisations corporelles ont été décomposées en fonction de la durée d'utilisation de leurs principaux éléments.

Durée d'amortissement des immobilisations corporelles :

Conformément au règlement CRC 2002-10, les immobilisations corporelles sont amorties sur les durées d'utilités des biens. Les durées d'utilités retenues sont les suivantes :

INSTALLATIONS TECHNIQUES

Chaudière, Transformateurs et distribution, Fluides et tuyauteries:	15
Compresseurs :	10

MATERIEL INDUSTRIEL et SERVICES GENERAUX

Ponts roulants, Presse :	20
Mécanique générale, Traitements de surfaces :	15
Matériel d'Usinage du bois :	12
Matériel de laboratoire, centre d'usinage :	10

La valeur brute des immobilisations correspond à leur valeur d'achat. Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

2.4 Immobilisations financières

A la clôture de l'exercice, la valeur d'acquisition des titres est comparée à la valeur d'utilité. La plus faible des deux valeurs est retenues au bilan, après, le cas échéant, constitution d'une provision pour dépréciation.

2.5 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances clients sont comptabilisées à l'émission des factures. Ces dernières sont émises lors du transfert de propriété.

Les créances sont dépréciées (provisionnées) en fonction du retard pris dans le règlement et surtout en fonction de la cause de ce retard, ce qui explique l'importance de la dépréciation par rapport à la valeur brute des créances.

La décision de dépréciation est prise au cas par cas.

2.6 Evaluation des stocks

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements, ainsi que les stocks de marchandises sont évalués au prix d'achat rendu usine.

Les stocks de produits finis panneaux décoratifs et de parquets sont évalués au prix de revient.

Les produits intermédiaires et finis sont valorisés au prix de revient. Le prix de revient correspond au coût de fabrication. Il comprend les coûts matières et les coûts de transformation. Les coûts de transformation intègrent la main d'œuvre et les charges de l'usine.

Les produits non-conformes sont déclassés au cours des différentes étapes de fabrication. Les produits qui ne tournent pas sont sortis du stock lors des inventaires.

III COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

3.1 Dettes, charges à payer

	31/12/2007	31/12/2006
Primes de Performance et Intéressement	348 867 €	234 704 €
Participation aux bénéfices	162 460 €	0 €
Organic	34 416 €	28 206 €
Charges fiscales assises sur les salaires	82 826 €	77 391 €
TVTS	7 812 €	8 545 €
Congés Payés+Charges sur Congés Payés	445 922 €	451 326 €
Impôts sur les sociétés	614 391 €	0 €
Fournisseurs Factures non parvenues	539 474 €	479 838 €
Clients Avoirs à établir	166 500 €	74 189 €
Total	2 402 668 €	1 354 199 €

3.2 Créances, produits à recevoir

Intérêts sur prêt	0 €	3 579 €
-------------------	-----	---------

3.3 Charges constatées d'avance

Locations et crédit-bail	16 430 €	18 343 €
Exposition	22 983 €	30 272 €

3.4 Charges à répartir sur plusieurs exercices

Frais de salons et expositions	0 €	0€
--------------------------------	-----	----

3.5 Composition du capital social

Depuis l'entrée en bourse en date du 29 juin 2006, le Capital Social est de 2 061 509 € pour 1 441 615 actions. Chaque action a une valeur nominale de 1,43 euros.

3.6 Ventilation du chiffre d'affaires net (en K€)

	France	Export	Total
Produits fabriqués	14 883	4 790	19 673
Négoce	1 174	434	1 608
Prestation de services	335	56	391
Total de l'exercice (12 mois)	16 392	5 280	21 672

3.7 Principales composantes des transferts de charges (en K€):

Aide Loi Fillon :	167
Refacturation de frais de commercialisation :	12
Reclassement de charges en charges exceptionnelles	0
Remboursement de frais déplacement	24
Divers :	60

3.8 Effectif au 31.12.2007

Cadres	29
Agents de maîtrise	4
Employés	22
Ouvriers	78
Total	132

3.9 Immobilisations (en K€)

	01/01/07	Acquisitions	Cessions	31/12/07
Incorporelles	379	22	0	401
Corporelles	5 461	1 257	0	6 718
Financières	4 797	586	202	5 181
Total	10 637	1 865	202	12 300

3.10 Amortissements (en K€)

	01/01/07	Dotations	Reprises	31/12/07
Immobilisations incorporelles	295	4	0	299
Immobilisations corporelles	4 114	149	0	4 263
Total	4 409	153	0	4 562

3.11 Provisions (en K€)

	01/01/07	Dotations	Reprises	31/12/07
Provisions d'exploitation	610	21	1	630
Provisions financières *	80	572	10	642
Provisions pour risques et charges	0	145	0	145
Total	690	738	11	1 417

*Suite aux conséquences du contrôle fiscal, les titres de la société ivoirienne TRIBOIS ont été de nouveau remis à l'actif du bilan et la provision correspondante a également été réintégré dans les comptes. L'incidence globale de cette réinscription dans les comptes est nulle.

3.12 Principales composantes du résultat exceptionnel:

	Produits	Charges
Cession d'immobilisations	0 €	0 €
Rentrées sur créances sorties	0 €	0 €
Quote-part Subvention Aménagement Poste	858 €	0 €
Contrôle Fiscal	0 €	53 139 €
Réinscription dans les cptes des créances TRIBOIS*	1 784 327 €	0 €
Réinscription dans les cptes des provisions TRIBOIS*	0 €	2 356 300 €
Réinscription dans les cptes des Titres TRIBOIS*	571 973 €	0 €
Cession des créances TRIBOIS*	1 €	0 €
Passage en perte des créances TRIBOIS*	0 €	1 784 327 €
Reprise des provisions TRIBOIS*	1 784 327 €	0 €
Contrôle Urssaf	0 €	24 134 €
Provision Contrôle Fiscal	0 €	70 000 €
Provision Prud'homme	0 €	75 000 €
CCI55 Prêt 1986	30 642 €	0 €

Total 4 172 128 € 4 362 900 €

*Les conséquences du contrôle fiscal sur le résultat exceptionnel sont les suivantes :

-Réinscription des titres Tribois à l'actif pour un montant de 572 K€ (provisionnés à 100%)

-Réinscription à l'actif puis cession des créances Tribois, constatation d'une perte de 1,8 M€

3.13 Filiales et participations

En milliers d'unités	part du capital détenu	Capitaux propres	Résultat au dernier exercice clos
MAROTTE	100 %	3 527 K€	614 K€
OBER nv (au 31.12.2004)	90,4 %	43 K€	- 144 K €
IMMOBER	99,9%	13 K€	- 0 K€
TRIBOIS	NC	NC	NC

Suite aux conséquences du contrôle fiscal, les titres de la société ivoirienne TRIBOIS ont été de nouveau remis à l'actif du bilan et la provision correspondante a également été réintégré dans les comptes. L'incidence globale de cette réinscription dans les comptes est nulle.

3.14 Etat des créances (en K€)

	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Immobilisations financières	4 539	147	4 392
Actif circulant	1 200	1 200	
Total	5 739	1 347	4 392

3.15 Etat des dettes (en K€)

	Montant brut	A un an	A plus d'un an et moins de 5 ans	A 5 ans
Emprunt et dettes auprès d'établissements de crédit	2 193	379	1 626	188
Emprunts et dettes financières divers	56	17	39	0
Fournisseurs et comptes rattachés	2 035	2 035	0	0
Dettes fiscales et sociales	2 364	2 364	0	0
Dettes sur immobilisations	196	196	0	0
Groupe et associés	0	0	0	0
Autres dettes	270	270	0	0
Total	7 114	5 261	1 665	188

3.16 Eléments relevant de plusieurs postes du bilan et du compte de résultat

	Montants concernant les entreprises liées
Clients et comptes rattachés	20 835.05 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23 115.68 €
Chiffre d'affaires	277 631.86 €
Achat de matières premières	53 388.85 €
Dividendes reçus	200 000.00 €

3.17 Rémunération des organes de direction

L'information sur les rémunérations n'est pas fournie car cette indication conduirait à identifier la situation donnée d'un des membres de ces organes.

3.18 Etat de la participation des salariés au capital de la société

Au 31 décembre 2007, la société n'a pas connaissance d'une participation des salariés au capital supérieure à 3%. La dernière proposition d'augmentation de capital réservée aux salariés dans les conditions prévues à l'article L443-5 du Code du Travail a été faite lors de l'assemblée générale du 14.11.2005.

IV SITUATION FISCALE

La société OBER est passible de l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun. Suite aux conséquences du contrôle fiscal dont la société a fait l'objet en 2006 et début 2007, le report fiscal déficitaire a été apuré sur l'exercice 2006. Il en résulte donc une imposition rétroactive de la société OBER sur l'exercice 2006 de 308 073 € (comptabilisé en 2007). En 2007, IIS au taux de 33.1/3 dû au titre de cet exercice s'élève à 641 985 €.

Par ailleurs, le montant des redressements de TVA a été de 53 K€.

A ce jour, seule la partie du contrôle portant sur la taxe foncière reste en suspens. A ce titre, la société a conservé dans ses comptes une provision de 70 K€ comptabilisée en provisions pour risques et charges

Base d'allègement de la dette future d'impôt provenant de décalage dans le temps

1% construction	1 846 €
Organic	34 416 €
Avoirs à établir	139 350 €
Participations 2007	129 947 €

V ENGAGEMENTS FINANCIERS

5.1 Dettes garanties par des sûretés réelles 0 €

5.2 Indemnités de départ en retraite 230 825 €

Ce montant est calculé par un actuaire indépendant.

Les principales hypothèses actuarielles qui ont été utilisées pour l'évaluation de ces engagements envers le personnel sont :

- taux d'actualisation financier : 5,25%
- Age de départ à la retraite : 63 ans pour les cadres, 60 ans pour les non-cadres.
- Taux de progression annuelle des salaires : 2%

5.3 Droit Individuel à la Formation (DIF)

Le volume d'heures cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF est de 2 660 heures à la date du 31 décembre 2007. le volume d'heures n'ayant pas donné lieu à demande est de 2 539.50 heures à cette même date.

5.4 Divers

Ober s'est porté caution pour au profit de Marotte à hauteur de 538 K€.

VI VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Variation des Fonds propres	31/12/2006	31/12/2007
Position à l'ouverture de l'exercice	4 545 470 €	11 169 084 €
Résultat net de la période	1 754 608 €	2 680 036 €
Augmentation de capital	554 289 €	0 €
VARIATION RESERVES & PRIMES	5 021 788 €	0 €
Distribution de dividendes	- 706 391 €	- 749 640 €
VARIATION ANR	- €	- €
VARIATION SUBVENTION INVEST	- 680 €	4 467 €
Position à la clôture de l'exercice	11 169 084 €	13 103 948 €